

Grand-Duché de Luxembourg

# PARQUET GENERAL

CITE JUDICIAIRE

**Not. 7773/22/CC  
Jugement n° 49/23**

Luxembourg, le 22 janvier 2026

## Avis de restitution

Il est porté à la connaissance de **Monsieur KOUROUMA Moriba**, né le 15 novembre 1991 à Conakry (Guinée), actuellement sans domicile, ni résidence connus, que suite au jugement n° 49/23 du 6 janvier 2023, le Parquet général de Luxembourg tient à sa disposition le(s) objet(s) restitué(s) par la décision judiciaire référencée ci-avant.

Je vous prie de contacter le Parquet général de Luxembourg (adresse email [parquet.general.confiscations@justice.etat.lu](mailto:parquet.general.confiscations@justice.etat.lu)) afin de convenir d'une date pour retirer ou faire retirer (muni d'une procuration) le(s) objet(s) en question.

Le présent avis vaut mise en demeure, conformément à l'article 32 du code pénal<sup>1</sup>.  
A l'issu du délai de 6 mois à compter du cinquième jour de la publication du présent avis, le(s) objet(s) sera(ont) considéré(s) abandonné(s) au profit de l'Etat,  
conformément à l'article 32 du code pénal.

Nathalie DUCHSCHER  
secrétaire

Bureau des exécutions des confiscations

---

<sup>1</sup> Art. 32 (...) Il en est de même lorsque le propriétaire ou la personne à laquelle la restitution a été accordée ne réclame pas le bien dans un délai de six mois à compter d'une mise en demeure adressée à la dernière adresse connue (...).